

Questions orales

M. Epp: C'est cela la modération!

● (1425)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le chef du Nouveau parti démocratique estime-t-il que ce soit faire preuve de responsabilité que de déclarer à la Chambre que des milliers de familles canadiennes sont en train de perdre leur maison? Les taux d'intérêt élevés suscitent assez de craintes pour l'avenir sans qu'on aille faire des déclarations entièrement fausses voulant que des milliers de Canadiens perdent leur foyer, car c'est absolument faux.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT CONCERNANT
L'UTILISATION D'AVIONS PRIVÉS

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, le ministre est passé maître dans l'art de décliner toute responsabilité à l'égard de la Chambre et d'esquiver les questions des députés. Pourtant, cette fois-ci, il ne s'en tirera pas aussi facilement.

A propos, madame le Président, c'est un document du cabinet qui indique que jusqu'à 40,000 Canadiens pourraient bien perdre leur maison au cours de la prochaine année. Le ministre a probablement lu ce document. J'espère qu'il acceptera de répondre à la question, car le premier ministre a entrepris de sermonner les Canadiens pour qu'ils se serrent la ceinture. Le gouvernement donnera-t-il des marques de sollicitude? Est-il conforme à la politique du gouvernement que trois ministres du cabinet empruntent chacun un avion privé différent pour se rendre dans la même ville en fin de semaine? Le ministre pourrait-il répondre à cette question? Est-ce là la politique du gouvernement? Pourrait-il également confirmer que le cabinet actuel a enregistré un nombre sans précédent d'utilisation d'avions privés pour des déplacements personnels depuis cinq mois?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je suis gré au député d'avoir énoncé sa question différemment. Au lieu de déclarer que ces propriétaires «perdent» effectivement leur maison, le député vient de dire qu'ils risquent seulement de la perdre...

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: ... si on se fonde sur certaines suppositions qui figurent dans un document. Madame le Président, j'entends faire tout mon possible pour empêcher que des familles canadiennes perdent leur foyer à cause de taux d'intérêt élevés; voilà la politique du gouvernement actuel, telle qu'énoncée dans le discours du trône.

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: Madame le Président, le député a également parlé des ministres qui ont emprunté des avions du gouvernement pour se rendre à Winnipeg. Pour ma part, je me suis rendu à Edmonton et à Calgary au cours de la fin de semaine et j'ai emprunté des avions commerciaux...

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: ... aussi bien à l'aller qu'au retour. Poussé par son sens de l'équité, le député reconnaîtra sans doute que les ministres sont parfois obligés d'utiliser des avions du gouvernement au lieu d'avions commerciaux. C'est la politique du gouvernement qui les autorise à le faire lorsqu'un horaire difficile les empêche d'emprunter des avions commerciaux. C'est la politique du gouvernement. Les trois ministres qui se sont rendus dans l'Ouest sont partis à des heures différentes, étaient chargés de tâches différentes et devaient y remplir des engagements différents; voilà pourquoi ils ont emprunté des avions différents pour se rendre dans l'Ouest.

LE PROLONGEMENT D'UNE PISTE D'ATTERRISSAGE DANS LA
CIRCONSCRIPTION DU MINISTRE

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, en fait, je sais que deux des ministres se rendaient à la même réunion pour les mêmes raisons, et ils auraient pu prendre le même appareil. Puisque le ministre fait étalage de ses vertus—et nous savons combien sa conduite est exemplaire—que devons-nous penser d'une note de service datée du mois de juin qui demande le prolongement d'une piste d'atterrissage dans sa circonscription, ce qui lui permettrait d'utiliser des avions à réaction? Ce matin, j'ai vérifié si cette demande tenait toujours, et des fonctionnaires des Transports me l'ont confirmé. Étant donné son souci de la vertu, le ministre peut-il nous assurer deux choses, d'abord qu'il retirera cette demande qui pourrait coûter aux contribuables quelque 2 millions de dollars; deuxièmement, qu'il établira, à l'intention de l'ensemble du cabinet, des lignes directrices visant à faire cesser le gaspillage qu'occasionnent les voyages des membres du gouvernement, alors que les ministres voyagent par avions à réaction au lieu d'utiliser les vols réguliers d'Air Canada ou quelque autre moyen de transport moins dispendieux pour les contribuables.

● (1430)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, il existe déjà des lignes directrices du ministère des Transports qui obligent les ministres à ne pas utiliser les appareils de l'État lorsqu'ils peuvent emprunter les vols commerciaux réguliers. Ces lignes directrices sont observées par les ministres. Dans le cas en particulier, de toute évidence, les ministres ne pouvaient prendre de vols réguliers.

M. Broadbent: Ce n'est pas évident.

M. MacEachen: Le député fait allusion à un article de journal sur le prolongement d'une piste dans ma circonscription.

M. Broadbent: C'est un document du gouvernement, du ministre des Transports.

M. MacEachen: Il y a pas mal longtemps que je me rends dans ma circonscription, et j'ai pu le faire sans me servir d'un appareil de l'État. J'entends continuer de le faire dans l'avenir, mais je ne retirerai aucune demande en vue d'améliorer cet aéroport, car elle a l'appui de la municipalité, du conseil municipal et de tous les dirigeants d'entreprises. Je n'ai pas du tout l'intention de retirer quelque demande que ce soit.